## Session 12 – Togo, Cyprus, Iran

**Togo**

Nous nous réjouissons de la très bonne avancée de notre pays, le Togo dans ses efforts d’inclusion et de participation des parties prenantes dans l'élaboration du rapport de l’Examen Volontaire National, mais au delà, du processus d’élaboration du Plan National de Développement (PND). Pour une première fois, depuis des décennies, la Société civile togolaise a fait preuve d’un dynamisme historique en profitant de la perche tendue par le gouvernement pour s’organiser, se concerter et faire des propositions conjointes. Nous nous félicitons de l’accompagnement du gouvernement et les remarquables résultats auxquels nous sommes parvenus méritent que cela soit reconnue et classée comme une bonne pratique d'organisation des OSC dans un pays autour des ODD. *En effet, c’est seulement au Togo que toute la société civile, dans sa diversité s’est mobilisée autour des OSC et a organisé une kyrielle d’activités sur fonds propres.* Nous regrettons très amèrement que ces efforts conjoints et appréciables n’ont pas été mis en exergue dans le rapport du Togo et espérons que ce sera un chantier sur lequel nous devons continuer à travailler; notamment dans le sens de l’édification d’une gouvernance effective des ODD au Togo.

C’est dans le cadre de la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi (SCAPE), que le Togo a institué depuis 2010 le Dispositif Institutionnel de coordination, de suivi et de l’évaluation des Politiques de Développement (DIPD) en vue de coordonner, au plan national, les différents niveaux de suivi et d’évaluation des politiques de développement et d’assurer la reddition de comptes vis-à-vis des populations. Ce dispositif institutionnel devrait traduire le leadership effectif du gouvernement et créer les conditions d’une plus grande synergie d’actions et d’un partenariat dynamique avec les bailleurs de fonds, le secteur privé et la société civile.

7 ans après, ce dispositif se trouve en compétition avec une série de mécanisme, bureaux et comités qui nécessitent une véritable décision en vue de la mise en place de la véritable institution, multiacteurs bien entendu, incluant toutes les parties prenantes, et pouvant adéquatement suivre, rendre compte et soumettre des propositions idoines en vue de la bonne gouvernance des ODD au Togo.

Comment voyez vous autrement la coordination effective et participative du PND? Quelles dispositions prenez vous dans ce sens?

**Iran**

1. Recently there has been some push-back by the Supreme Leader Khamenei and conservatives regarding education and gender consideration in SDG 4 and 5. Foreign Minister Zarif said recently "Agenda 2030 is not a binding document; it includes some proposals that does not correspond to our viewpoints". What does this mean for the implementation process of SDG related to gender that cross over to nearly all the SDGs?
2. SDG 3 seeks to ensure health lives and well-being for all at all ages. What specific provisions or programs has the Islamic Republic of Iran begun to promote the healthy lives of older persons? Please identify where the concerns of older persons are specifically addressed in the implementation programs of the SDGs.
3. The SDGs embrace the concept of inclusive civil society, they are built on principle to leave no one behind? What steps will Iran’s government undertake to measure the implementation of the SDGs, in particular the ones furthest behind? For example, is Iran following the recommendations of the Statistician Commission using the short set of questions developed by the Washington Group to disaggregate SDG indicators by disability?

**Cyprus**

1. How does the government of Cyprus plan to engage the Cyprus Youth Council in decision-making, implementation and further follow-up and review of the 2030 Agenda at national level?